

Quelques traits sur les Giscards

Papa Edmond

Edmond est un ultra-libéraliste "théorique". Les États ne doivent pas emmerder les grosses boîtes, seulement être là pour favoriser leur développement. Dès la fin des années 20 après la première guerre il milite (dans le Comité d'Action Économique et Douanière, CAED de Jacques Lacour-Gayet) pour une Europe du libre échange. Dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale, cette association reprend son combat, participe aux premières grandes réunions pour faire l'Europe (ex. congrès de la Haye du 7 au 10 mai 1948 sous la présidence d'honneur de Churchill, sortes de groupes de pression penchant bien vers la droite). Ce n'est donc pas tout à fait un hasard si le fiston Valéry est réputé européen... Il y a beaucoup plus de liens entre le père et le fils qu'on ne le sait (d'ailleurs Valéry le haut fonctionnaire parisien des finances, a toujours voté à Chanonat, chez papa, reprendra le château plus tard).

Ça, l'ultra-libéralisme, c'est la théorie qu'on trouve dans les nombreux articles et bouquins d'Edmond.

Edmond était du milieu de la Synarchie (groupement discret des puissants, banques et industriels, qui, avant la guerre, voulait faire tomber la République honnie). C'est un élitiste (au sens il est normal que tout le pouvoir soit au main de l'élite). C'est donc aussi un colonialiste de l'ombre : il est normal que l'élite, l'homme blanc dans ce cas, s'occupe, avec tous les pouvoirs, de "l'indigène". C'est un catholique.

Ce qui a fait la richesse de la famille Edmond Giscard d'Estaing, c'est la SFFC (Société Financière Française et Coloniale) renommée SOFFO (Société Financière pour la France et l'Outre-mer) en juillet 49, dont Edmond est le Président pendant 40 ans ininterrompus de 1933 à 1973 (veille de l'élection du fiston, il a alors 79 ans). La SFFC marche en duo avec la Banque de l'Indochine : mélanges complexes indéchiffrables des intérêts de la haute finance coloniale. Et le gros des affaires de la SFFC, c'est l'Indochine. Or si les français sont en Indochine et certains peuvent y faire sur le long terme de confortables bénéfices (la main d'œuvre abondante pour le caoutchouc et autre anthracite, qui a intérêt à être docile pour sa survie, coûte moins que rien), c'est parce qu'ils la tiennent militairement. Et l'armée c'est qui qui la paye ? le contribuable, merci à lui de la part de la Banque de l'Indochine et de la SFFC/SOFFO. Par ailleurs, lorsqu'en 1954 après Dien Bien Phu les français doivent quitter le Tonkin, ces entreprises coloniales ont été financièrement dédommagées par l'État français. Merci encore au contribuable pour cette assurance gratuite.

Edmond est par ailleurs dans de multiples Conseils d'Administrations (vraiment dans beaucoup beaucoup) et autres organisations patronales.

Autre aspect des deux très proches frères René et Edmond Giscard d'Estaing, c'était des proches de Philippe Pétain. Dans le Puy-de-Dôme, les deux frères ont leur château respectif à quelques kilomètres l'un de l'autre, et à Paris, leur confortable appartement du XVI^{ème} (de là où Valéry a fait sa deuxième année de prépa à Louis-le-grand l'année scolaire 1943-44) étaient à quelques centaines de mètres l'un de l'autre. Les enfants de René et Edmond étaient toujours ensemble. Les deux frères n'étaient pas des pro-nazis. La défaite est bien triste mais on se console avec Pétain et la collaboration, et la vie continue. Pendant toute la guerre, Edmond n'a laissé tombé aucune de ses affaires, aucun de ses postes. En fait, elles marchaient pas mal ses affaires, émissions de nouvelles actions, augmentations de capital.... Le Japon, jusqu'au bout, achetait toute la production de l'Indochine vichyste. De même la SFFC était actionnaire avant la guerre de Lorraine-Dietrich qui dans sa grosse usine d'Agenteuil réparait des moteurs d'avions pour le 3^{ème} Reich, et on constate à la sortie de la guerre que la SFFC avec Edmond comme Président, l'est toujours, actionnaire. Idem pour les assurances Le Phénix (actuel AGF) dont Edmond était le Président. Pearl harbour ou pas, rafles ou pas, les affaires continuaient imperturbables. Oh...! Edmond n'est pas le seul. La France des affaires quasi entière a collaboré économiquement avec le 3^{ème} Reich ou l'empire du Soleil levant, c'était pas facile de faire autrement. Mais bon, on a le droit aussi de le constater, et il ne faut pas non plus faire croire que c'est le contraire qui s'est passé.

René, plus expansif, a été moins discret. Au deuxième anniversaire de la Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale, chargée de faire appliquer cette « Révolution nationale » de Philippe Pétain, les 29-30 août 1942 à Gergovie, c'est lui qui fait le premier discours et qui avait écrit le suivant. Grand moment ensuite à Clermont-Ferrand à une dizaine de kilomètres où tout le monde est présent, Philippe Pétain, Pierre laval, René Bousquet... C'était juste le moment où on faisait des rafles en zone libre.

Et les derniers des 4000 enfants d'une rafle précédente, celle du Vel d'Hiv (le plus jeune 18 mois) à Paris, un temps parqués à Baune-la-rollande sous la garde des gendarmes du régime vichyste, ont du arriver au camps d'Auschwitz la veille de ces célébrations au haut lieu du plateau de Gergovie (aucun n'est revenu). Leurs mamans et papa qu'on leur avait arrachés doivent partir en fumée au même moment..., autre aspect de la « Révolution nationale »...

Il ne faudrait pas croire qu'Edmond est sainte-ni-touche pour autant. Pendant des décennies après la guerre il faisait affaire avec René Bousquet qui était dans presque autant de Conseils d'Administrations que lui. René Bousquet a été embauché comme Secrétaire Général à la Banque de l'Indochine en 1950 (et selon certaines sources, il a même été dans la SOFFO). Pas que René Bousquet d'ailleurs, son bras droit patron de la police n°2 pour la rafle du Vel d'Hiv, Jean Leguay, l'a rejoint dans cette banque, et quelques autres de la même tendance également. C'est juste le moment où il faut rapatrier les fonds et les avoirs des succursales indochinoises avec la guerre d'Indochine, là où la SOFFO d'Edmond a tant d'affaires. R. Bousquet et J. Leguay vont réussir cette métamorphose pour faire de la banque d'Indochine la troisième grande banque d'affaires française (IndoSuez). En plus, tous les transferts de fonds pour le corps expéditionnaire français qui combat le Viet-minh, 167 000 soldats au 01 janvier 1950, soldes, frais de ravitaillement, etc., passaient obligatoirement par la Banque de l'Indochine, la banque émettrice du piastre, la monnaie de là-bas...

Est-il étonnant dans ces conditions que lors de la campagne présidentielle de 1974, le journal *Minute* ait soutenu la candidature du fils d'Edmond dès le premier tour ? Que les jeunes de l'extrême droite d'Occident/GUD aient fait le service d'ordre et aient collé les affiche du candidat Giscard ? que le financement des meetings de VGE en 1974 était géré par Hubert Bassot proche de l'OAS avec des fonds patronaux de l'UIMM ? ([ici](#)). Edmond était encore Président de la SOFFO l'année précédente ! Michel Calzaroni qui était au Lycée Henry IV de l'élite parisienne en face du Panthéon avec Gérard Longuet dans leur période d'extrême droite des années 60 est né en Indochine et ne cache pas sa nostalgie de cette époque de l'Empire français. M. Calzaroni est Directeur de l'information au service de presse du C.N.P.F., Conseil National du Patronat Français, de 1970 à 1985. Ce service était dirigé par le "colonel" Michel Frois qui avait été chef du service de l'information pour l'armée coloniale en Indochine puis en Algérie, lien discret entre le patronat et le Giscardisme.

Alain Madelin et Anne Méaux (toujours de l'équipe d'Occident, elle qui conseille aujourd'hui Jean-Bernard Levy après avoir conseillé Anne Lauvergeon) étaient même dans l'équipe de campagne du candidat Giscard de 1974. On retrouve donc plus tard une partie de ces personnes au Parti Républicain créé en mai 77 pour soutenir Giscard lors des législatives (puis la présidentielle). Gérard Longuet qui en pleine nuit tout récemment a redéposé l'amendement pour Cigéo dans la loi Macron, était à la tête du Parti Républicain de 1990 à 1995. A. Madelin et G. Longuet qui faisaient le coup de main à Occident ont par deux fois été au gouvernement ensemble, c'est presque un clone.

Valéry Giscard d'Estaing - Schneider/Framatome

Valéry se marie en déc. 1952 avec Anne-Aymone dont la grand mère paternelle était Marguerite Schneider. Valéry est désormais un cousin des Schneider, par alliance. Inspecteur des finances par ailleurs, il va côtoyer dans les réunions de familles déjà, le grand patron Charles Schneider désormais "son oncle", pendant 8 ans (décédé bêtement en 1960). C'est le moment où Charles Schneider crée Framatome avec Westinghouse (1958), ainsi que Brevatome avec EDF et le CEA (1959).

De 1960 à 1969 le groupe industriel est dirigé par la tante d'Anne-Aymone, et de Valéry par alliance, Lilian Schneider. La période n'est pas facile mais a lieu un évènement d'importance et d'espoir pour le groupe, en 1961/62 commence la construction du réacteur nucléaire prototype 350 MWé de Chooz : commande à Framatome/Schneider, contrat clé en main par EDF et le belge Electrabel (SENA). Le réacteur démarre en oct 1966. Quinze mois après son démarrage, on évite la catastrophe nucléaire d'un cheveu (voir ci-dessous Petites Annexes) mais la chose a été gardée très discrète. En même temps de son coté Valéry a grimpé vite les échelons. De 1959 à 62, il est Secrétaire d'État au ministère des finances puis, de janv 1962 à déc 1965, il est le ministre des finances (du gvt Pompidou). Nouvelle réalisation, sur le territoire belge cette fois, encore une signature franco belge (SEMO SA, 50% EDF) en 1968 pour un réacteur atomique plus gros, de ~ 900 MWé, à Tihange, à moins de 100 km de Chooz. C'est encore un REP Westinghouse avec la cuve Framatome/Schneider (début des travaux 1970). Avec ces réalisations dans la musette, le groupe Framatome/Schneider est dans les starting blocs, à l'affut...

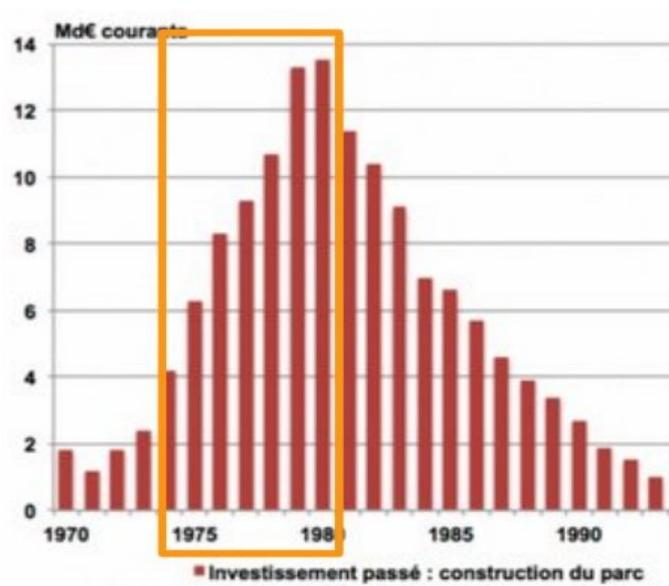
Valéry est Ministre des finances de juin 1969 jusqu'à mai 1974 (gouvts. Chaban Delmas puis de Messmer).

Pour le nucléaire civil "*Les « autorisations d'engagement » sont annoncées en Conseil des Ministres et ont donc un caractère politique.*" (*in* "Le dossier électronucléaire", CFDT-énergie-atomique, Ed. Seuil, 1980, p. 469). Une fois accordées, c'est EDF qui gère son timing comme elle l'entend (j'ai feuilleté la Gazette Nucléaire pour retrouver des autorisations)

- de 1969 à 1974 "programmes 1970", "*autorisation*" pour 5400 MWé (Valéry ministre des finances);
- 05 mars 1974, sur fond de crise pétrolière, brutale accélération réputée comme le lancement du tout-électrique par Pierre Messmer, "*autorisation*" pour 2 × 5400 MWé. En réalité, P. Messmer disparaît définitivement de toute fonction gouvernementale deux mois plus tard. Par contre le Ministre des finances depuis 5 ans et Ministre d'État ce 05 mars 1974 est un certain Valéry...
- en février 1975, "*autorisation*" pour 12 000 MWé nucléaires de plus, suivi en juillet-août de l'abandon de la filière eau bouillante BWR (il y avait 2 commandes fermes pour St Laurent des eaux avec même des débuts de travaux et 6 options), décision qui transforme Framatome en *unique constructeur national* de la chaudière des réacteurs (Giscard Président; c'est devenu le groupe Empain-Schneider);
- sept. 75, *vente* à Saddam Hussein d'Osirak = Tammuz-1, 70 MW_{th}, réplique d'Osiris fabriqué par le CEA, fonctionnant à l'uranium enrichi à 93 % "qualité militaire" avec contrat d'en fournir 50 kg/an (et avec un tel réacteur à très haut flux, possibilité de produire du Pu en couverture, assez chaque année pour une bombe; Giscard Président; le réacteur bien avancé sera détruit le 07 juin 1981 par l'aviation israélienne).
- déc. 1975 : formation de la Cogema. Le premier Président, jusqu'en 1978, est le corps des mines André Giraud, éminent membre du parti giscardien : le PR, Parti républicain dont Gérard Longuet deviendra le Trésorier en 1982 (Giscard Président);
- 17 mars 1976 : signature concluant un accord avec le Pakistan pour le démarrage de la construction d'une importante usine de retraitement de 100 t/an qui pouvait séparer 800 kg de plutonium/an (Giscard Président; définitivement abandonné en 1978 sous la pression massive de l'administration Carter; mais le Pakistan en avait déjà appris assez...);
- avril 1976, la Commission restreinte pour l'énergie présidée par V. Giscard d'Estaing donnait l' "*autorisation*" pour la NERSA de Superphenix 1200 MWé; en 1980 V. Giscard d'Estaing déclarera que ce genre de réacteurs permettrait à la France de "*disposer d'une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie Saoudite avec son pétrole*"; le 31 juillet 1977 : 5000 CRS armés de fusils tire grenade à effet de souffle pour défendre de l'herbe (il n'y avait rien de construit) contre 60 000 à 100 000 manifestants à Crey-Malville : 1 mort, 2 mutilés, une 100 aine de blessés (Giscard Président);
- mai 1976 : *Attribution du contrat* de deux réacteurs à l'Afrique du Sud (voir plus bas : Petites annexes). Cela est suivi d'un contrat en janvier 1977 pour le *rapatriement* vers la France de tous leurs déchets nucléaires à retraiter. (Giscard Président). On apprendra en 1978-79 que des avions d'UTA (cie aérienne coloniale dans la création de laquelle a été très impliquée la SOFFO d'Edmond, père de Valéry dans les années 60 et dont René Bousquet était l'un des administrateurs au début des années 70) transporte secrètement à Marseille en soute du concentré d'uranium de la mine de Rössing en Namibie alors occupée par l'Afrique du Sud de l'apartheid, "mandat" déclaré illégal par les Nations Unies (Giscard Président).
- juin 1977 : "*autorisation*" pour 10 000 MWé pour les années 78 et 79 → On en est alors à 38 200 MWé filière REP "*autorisés*" sous V. Giscard d'estaing depuis 1969;
- en juillet 1978 : "*autorisation*" supplémentaire pour 10 000 MWé pour les années 1980 et 81 (Giscard Président);
- 28 mars 1979 : fusion partielle du cœur d'un réacteur REP américain (Three Mile Island-2 près d'Harrisburg, Pennsylvanie), quelques jours après le Ministre de l'Industrie, le corps de mines giscardien André Giraud : "*Rien ne conduit à modifier le programme nucléaire français. Seuls les faits comptent, ce n'est pas avec des arguments irrationnels que l'on mène une politique.*";
- 03 avril 1979 le comité interministériel donne "*autorisation*" supplémentaire minimale de 10 500 MWé pour les années 80-81 (6 tranches 1300 MWé et 3 tranches 900 MWé; "minimale" car il se pourrait qu'on y rajoute un 1300 MWé; Gazette Nucléaire n°29, p. 5). Interrogé sur le problème des déchets nucléaires le Premier ministre Raymond Barre (Le Monde 03/04/79, reproduit dans Gazette Nucléaire n°26/27 p. 9) : "*Jusqu'ici nous avons résolu le problème sans que cela provoque des drames et nous continuerons à le faire...*" (Giscard Président);
- 2 avril 1980, le gouvernement a présenté un plan énergétique pour 1990, *son choix politique*, le dernier du

septennat V. Giscard d'Estaing. "... *structure de production prévue par EDF [scenario EDF "consommation forte" figurant dans un "rapport intérimaire" de la Commission Énergie] et reprise par le gouvernement. L'orientation est très claire : c'est le tout nucléaire. En 1990, le nucléaire doit représenter 73 % de la production d'électricité. (...) Cette production de 330 milliards de KWh correspond à une puissance installée de 60 000 MWé (fin 1990) soit 66 unités de 1000 MWé*" (Gazette Nucléaire n°39/40 p. 2 et 6, n° 44 p. 9) (Giscard Président);

----> d'où la jolie courbe présentée par Wise-Paris des investissements EDF ([ici](#) p 12, on a rajouté en orange le cadre montrant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing) :



A la fin du Septennat Giscard, en 1980, l'endettement à long terme d'EDF approche de 100 milliards de francs, ce qui à titre de comparaison, est proche de la facture pétrolière de cette année là, et correspond au coût d'investissement de 24 tranches nucléaires 1300 MWé (Gazette Nucléaire n°46/47, p. 11). A Plogoff où EDF veut construire une centrale, on est en quasi guerre civile. Les mairies refusent d'ouvrir pour les enquêtes publiques et les fonctionnaires doivent se mettre dans des bus à l'extérieur, etc.

Les Cousins germains

On a parlé plus avant, de René, le frère très proche d'Edmond Giscard d'Estaing. Leurs enfants ont passé une heureuse jeunesse ensemble. C'est intéressant parce que les trois fils de René ont eu de belles carrières pendant que leur cousin germain, Valéry, était président de la République :

- **François**, né 7 mois après son cousin Valéry, les deux dans les mêmes lycées passent une grande partie de jeunesse ensemble, y compris "l'armée" (ce qui s'est passé à ce court moment là de leur vie mérite un livre en soi), et sont de la même promo de l'ENA (1951) dont ils sortent tous deux inspecteurs des finances. Jusque là, c'est un clone. François sera Président-administrateur de la Banque française du commerce extérieur, BFCE, ainsi qu'au CA de la COFACE qui fonctionne un peu avec la BFCE pour les gros contrats à l'étranger (Voir Koeberg dans Petites annexes ci-dessous). Comme son oncle Edmond après la guerre, il siège dans de nombreux autres C.A., dans celui d'AGF (anciennement Le Phenix) à partir de 1975. Nombreuses de ces nominations ont eu lieu alors que le cousin germain est Président de la République ([ici](#)).

- **Philippe**, X-Télécom, il rentre chez Thomson en 1958, dont il sera nommé PDG en 1980 alors que son cousin germain Valéry est Président; son oncle Edmond était au C.A. de Thomson avant son arrivée (de 1949 à 1972).

- **Jacques** le cadet, un énarque encore (sorti 1953), comme son frère François est très proche de Valéry; là encore mêmes lycées (Janson-de-sailly et Louis Legrand) puis Science-Po et l'ENA. Il entre à la cours des comptes: il devient directeur financier du CEA de 1971 (jusqu'à 1982), administrateur ou membre du conseil de surveillance de Technicatome de 1972 (jusqu'à 1989), membre de la commission de surveillance de Eurodif depuis 1973, administrateur de la Cogema à partir de 1976 (jusqu'à 1989), Président

de la SOMAIR, mines d'uranium du Niger à partir de 1975 lorsque son cousin germain est Président, pour y rester 24 ans (jusqu'à 99; infos de WhosWho.fr). C'est aussi lui qui étudiera la possibilité d'exploitation des phosphates uranifères de Centrafrique (URCA, URanium de CentreAfrique, l'un des 3 gisements d'Uramin dont on a beaucoup parlé récemment). Selon la tradition familiale, il est dans de nombreux autres C.A. d'entreprises.

A.G. 26/05/15

Petites Annexes

Champagne-Ardenne, à un cheveu de la catastrophe nucléaire

Le premier réacteur à Chooz n'avait pas d'enceinte de confinement. Il avait été mis dans des grottes creusées dans du schiste dans le flanc de la vallée de la Meuse. Dès le départ il a une suite mystérieuse de problèmes. Suite au blocage successif de deux grappes de contrôle, une expertise complète est finalement décidée le 31/01/68, 15 mois après le démarrage. On ne connaîtra la vérité de ce qu'ils ont découvert que bien plus tard, et encore... (figure dans le rapport SENA à Euratom "Centrale nucléaire des Ardenes - rapport annuel 1968- daté 1970, ou dans le rapport DER d'EDF rédigé par M. Procaccia, juillet 74) :

"- la rupture de 40 des 80 vis d'assemblage des viroles support du cœur; - l'usure de l'écran thermique aux cavaliers d'appui sur les consoles solitaires de la cuve et déplacement latérale de cet écran; - des fissures au voisinage des soudures, de 2 des 3 pontets supérieurs d'assemblage des 3 tiers d'écran thermique; - des dégâts sur les tubes de guidage des éprouvettes métallurgiques; - la rupture de 5 des 32 tirants reliant la plaque support du cœur à la plaque coulée inférieure."

Dans un courrier Yves Lenoir commentait : On était passé très près soit de la désolidarisation de l'écran thermique soit de la dislocation du cœur, soit des deux en cascade (à ce niveau de dommages, le processus d'autodestruction engendré par les vibrations connaît une progression exponentielle...). Une catastrophe venait d'être évitée quasi par hasard. Les dysfonctionnements des grappes de contrôle intervenaient "presque trop tard" : ce "presque" résultant d'une chance inouïe et non d'un programme sérieux de suivi du fonctionnement et de l'état du réacteur.

Le réacteur sera à l'arrêt plus de 2 ans et un certain nombre de soudeurs obligés d'intervenir dans l'environnement radioactif de la cuve (combien ont du se succéder pour ne pas prendre trop de "dose", la "partager" ? : on *"attend toujours les études sur travailleurs... ceux qui sont intervenus à Chooz en 1969 pour réparer les supports de la jupe thermique."* (Gazette Nucléaire n°84/85, édito). EDF/Electrabel feront pourtant fonctionner ensuite ce réacteur "sous conditions", y mettrons même du Mox, il semble par exemple qu'il ne fallait pas y injecter de l'eau trop froide à cause des soudures réalisées (Gazette Nucléaire n°48/49, p. 22, aussi [ici](#) p. 8).

Koeberg : où Valéry est bien le fils d'Edmond qui a fait sa fortune en Indochine de cette manière là (corps expéditionnaire au lieu de la police de Vorster; la guerre d'Indochine, la française, a fait entre 400 000 et 500 000 morts avec un rapport de 1 français pour 20 vietnamiens, l'armement n'était pas le même)

En 1976-1977 Valéry donne son accord pour la vente à l'Afrique du Sud de deux réacteurs nucléaires de puissances 900 MWé (pour Koeberg sur la mer à 30 km au Nord du centre ville et du port de Le Cap, à 12 km du début d'agglomération, ville d'apartheid particulièrement dure, [ici](#)), de deux escorteurs lanceurs d'exocet (qui eux finiront par être annulés et vendus à l'Argentine) et de deux sous-marins Agosta.

Le consortium Framatome-Alsthom-Spie-Batignole (nota : Spie-Batignole, c'est le groupe Empain-Schneider) signe le contrat clefs en main le 6 juillet 1976 à Johannesburg (6 milliards de FF). On est en pleine répression sanglante des lycéens dans la banlieue Soweto de cette même ville. C'est alors le régime de John Vorster, un apartheid violent dont la législation traite les autochtones noirs (Edmond disait les "indigènes" en Indochine et en Madagascar) comme race inférieure interdite de ses lieux de vie, de "ses" bus, de "ses" plages. Il y a de la richesse (cobalt, platine, chrome, vanadium, or, diamants...) mais 30 % des enfants ne vont pas à l'école, il y a un médecin pour 400 personnes pour les blancs, un médecin pour 44 000 personnes pour les noirs à l'époque selon l'ONU (Droit et liberté n°370, "Spécial Afrique du Sud", mrp, juin 78, p. 6). Peu avant son élection, Valéry, Ministre d'État des finances avait donné sa position en symbiose avec celle de son papa (qui quitte alors à peine la SOFFO) :

"Nous ne guéirons pas la misère du monde. Ni nous, ni d'autres. Cette misère, même si elle change avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine, comme la maladie et la mort." (Préface d'un document du Ministère de l'économie du 24/10/73; Droit et liberté n°370, mrp, juin 78, p. 5).

La rébellion dans les banlieues noires commencée par des jeunes lycéens de Soweto parce que le régime de John Vorster les obligeait à suivre leurs études dans leur ghetto dans la langue de la minorité blanche afrikaners. Il y a plus de 550 tués dans les manifestations entre juin 76 et fév. 77. Beaucoup sont des adolescents.

Les leaders sont torturés. Steve Biko, étudiant en médecine, le père de la conscience noire ("black is beautiful") arrêté le 18 août 77, après un coma meurt le 12 septembre. Vingt mille personnes assistent à ses funérailles. Elijah Loza, syndicaliste du Cap est emprisonné une fois de plus en mai 1977, il meurt à l'hôpital en août 77 après être passé dans les mains de la police ([ici](#), p. 228).



Image de la répression en Afrique du Sud

Jeune homme de l'écrasante majorité noire autochtone d'Afrique du Sud (83 %) tué par la police antiémeute de l'apartheid en 76-77 parce qu'ils protestaient contre l'obligation dans leur ghetto de l'enseignement obligatoirement dans la langue de la minorité blanche afrikaners (17 %), minorité qu'ils n'ont pas le droit de côtoyer (ici).

"... le conseil de sécurité de l'ONU vote le 4 novembre 1977, la résolution 418 décrétant l'embargo obligatoire sur les livraisons de matériel militaire, sur les produits pétroliers et sur les équipements nucléaires." (Badel 2010 p. 134). Mais le Président Valéry n'annule pas la vente des deux réacteurs Framatome. Ce sera l'unique centrale nucléaire du continent africain. En fait le régime Sud Africain avait choisi des réacteurs atomiques Général Électrique. Mais la société américaine avait du reculer face aux indignations sur ce pays d'apartheid + construction confidentielle de la bombe atomique. Le fait que le régime Vorster avait construit une usine d'enrichissement d'uranium dont il refusait l'accès au contrôle international, exactement ce que le monde occidental reproche aujourd'hui à l'Iran, n'a pas plus arrêté Valéry. Le consortium français s'est précipité dans la brèche laissée par les américains pour écouler deux réacteurs. EDF a du infirmer 2 "options" en France afin de libérer de la construction sans délais pour Koeberg.

Ce genre de vente à risque est géré par la Banque Française du Commerce Extérieur, B.F.C.E, et la COFACE. Le Directeur Général de la BFCE à ce moment c'est François Giscard d'Estaing, fils de René le grand prêtre de la « révolution nationale » de Philippe Pétain, le très proche cousin germain de Valéry, qui en outre (en 1977) devient administrateur de la COFACE :

"L'extension de la garantie de l'État à des crédits consentis à long terme par les fournisseurs français est, dès lors, l'élément essentiel qui permet le développement de la négociation de grands contrats d'équipement avec les pays en voie de développement dans des secteurs moteurs comme l'hydro-électricité, l'atome, la sidérurgie ou la pétrochimie. C'est dans ce cadre que l'administration française acquiert un pouvoir sans précédent qui lui permet de peser sur l'attribution des contrats." (Badel, 2010 p. 127).

Si le Président Valéry avait respecté la résolution 418 de l'ONU, la COFACE aurait eu à verser une indemnité très élevée :

"Le risque direct à supporter par les finances publiques s'élève à 1,5 milliard de francs au 31 décembre 1977 [28]. De plus, les engagements de fourniture d'uranium à la France risquent d'être remis en cause : le contrat porte sur la fourniture de 9 000 tonnes d'uranium livrables à raison de 990 tonnes par an, sur dix ans, à partir de 1980, pour un montant d'environ 4 milliards de francs. Or la COFACE a également délivré une police pour garantir cette opération d'importation par décision spéciale du ministre du 25 mars 1977. Et la COGEMA a commencé à procéder à un pré-paiement sous forme d'un prêt, par tiers, les 15 janvier et 1er juillet 1977 et 1er juillet 1978." (Badel 2010, p. 134).

▪ Badel, L. 2010, "L'état français face au risque politique dans les années 1970 : Les cas polonais, Sud Africains et Iraniens.", Les cahiers IRICE n°6: 123-140, CNRS <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2010-2.htm> ou <http://irice.univ-paris1.fr/spip.php?article601>

En fait dans cette période, les échanges de la France avec l'Afrique du Sud via des structures plus ou moins étatiques ne font que s'accroître. "Le groupe Thomson-Brandt est implanté en Afrique du Sud par l'intermédiaire de nombreuses filiales : Thomson-C.S.F., SODET-G, Hotchkiss Brandt Armements, LMT, Compagnie Générale de Radiologie. L'essentiel des activités du groupe en Afrique du Sud concerne l'armement, l'électronique et le nucléaire. Le père du président de la République [Edmond] a été administrateur du groupe." (Droit et Liberté n°370, mrap, juin 78, p. 15) et Philippe, autre cousin germain de Valéry qui est à Thomson depuis 1958 en devient le PDG peu de temps après, en 1980, toujours dans le Septennat de Valéry. "La banque d'Indochine a accordé de nombreux prêts à l'Afrique du Sud seule ou en tant que chef de file d'un consortium bancaire permettant le financement de nombreux grands projets (barrages, centrales thermiques, sidérurgie, etc.) ou l'achat d'équipements importants (porte-conteneurs, centrale nucléaire, etc.). En France, les dirigeants jouent un rôle capital pour le rapprochement entre les deux pays" (Droit et liberté n°370, mrap, juin 78, p. 18).

Membre de l'élite (comme papa) Valéry ne connaît pas la crise

Il continue de coûter au contribuable 2,5 millions d'euros par an. *"la résidence privée de Valéry Giscard d'Estaing à Authon (Loir et Cher) mobilise 15 gendarmes à temps plein pour un coût annuel de 1,1 million d'euros."* Par ailleurs, Valéry qui n'est plus président depuis 34 ans, âgé de 89 ans ... a *"à sa disposition 2 sous-officiers de l'armée de terre, et 3 sous-officiers de la marine pour un coût total de 287.000 euros. Enfin, le ministère des Finances indique au député PS avoir également à la disposition des anciens présidents 6 agents pour un montant total de 511.605 euros par an."* dont 3 sont pour Valéry. Il dispose d'un appartement de fonction que Valéry a choisi boulevard St Germain, meublé équipé avec 2 personnel, le tout à la charge de l'État téléphone inclus. Pour Giscard, l'appart a coûté 343 307 € en 2014. Il dispose avec sa femme d'une carte de gratuité SNCF 1ère classe. René Dosière précise que ce budget ne prend pas en compte leur indemnité d'ancien président (6.000 euros par mois, cumulable avec toute autre pensions ou salaires, de Ministre, Secrétaire d'État, Directeur de cabinet, de député), ni la rémunération de membre du Conseil constitutionnel (12.000 euros par an, frais de déplacement remboursés à part) (L'Express du 27/01 2015, [ici](#); La Tribune 28/01/15, [ici](#); Libération 28/01/15, [ici](#); Figaro 08/05/12, [ici](#)).